



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Alstom

Question au Gouvernement n° 164

Texte de la question

ALSTOM

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, la vente de la branche Énergie d'Alstom à General Electric, qui prévoyait la création de 1 000 emplois et qui en menace aujourd'hui 345 à Grenoble, a été paraphée par le ministre de l'économie de l'époque, devenu Président de la République.

M. Fabien Di Filippo. Jupiter !

M. Fabien Roussel. Je tenais à vous le rappeler.

C'est un site d'excellence et qui est porteur d'avenir, dans la perspective d'une sortie du nucléaire. Or une partie de l'activité de l'usine de Grenoble serait délocalisée en Turquie, en Inde, au Kenya et en Hongrie.

Alors, que vaut la parole de l'État dans de telles conditions ? Et aujourd'hui, que vaut la parole du Gouvernement sur le rachat d'Alstom Transport par le géant allemand Siemens, au-delà des quatre ans prévus dans l'accord ? Tout le monde s'en inquiète, sur tous les bancs de cette assemblée. À chaque fois que la France vend ses bijoux de famille, c'est l'emploi qui perd des plumes. En vingt-cinq ans, notre industrie nationale a perdu 1,5 million d'emplois. Et, à chaque fois, ce sont les élus locaux qui payent la facture.

Dans le dossier Siemens, tout comme dans celui de General Electric, c'est bien à l'État de se battre pour l'avenir des sites mais aussi celui de milliers de sous-traitants, et pour empêcher les effets dévastateurs des délocalisations ! Le ferroviaire et l'énergie sont des enjeux stratégiques pour la France. Vous dites que l'État n'entre pas au capital d'Alstom, parce que Siemens ne le veut pas. Mais qui décide de l'avenir de notre industrie ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI ainsi que sur plusieurs bancs du groupe NG.*)

M. Laurent Furst, M. Jean Lassalle et M. Jean-Louis Bourlanges . Très bien !

M. Fabien Roussel. C'est pourquoi nous vous demandons, et il en est encore temps, de prendre part au capital d'Alstom, ce fleuron industriel dont nous sommes si fiers.

Monsieur le Premier ministre, un pays sans industrie est un pays sans avenir.

M. Jean Lassalle. Très bien !

M. Fabien Roussel. Quels moyens précis allez-vous mettre en œuvre pour faire respecter la parole de l'État dans le dossier General Electric Hydro ? Et quel avenir envisagez-vous à long terme pour l'industrie française et pour la filière ferroviaire française ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI ainsi que sur plusieurs bancs du groupe NG.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement.

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, les différentes questions qui ont été posées cet après-midi montrent notre volonté commune, quel que soit le groupe auquel nous appartenons, de nous battre, quand c'est nécessaire, pour l'emploi dans notre pays. Mais plusieurs visions coexistent, et certains, dont vous êtes, pensent que c'est à l'État de piloter l'économie industrielle de ce pays et qu'elle se portera mieux ainsi.

M. Fabien Roussel. En effet !

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. Cette approche a été testée dans un certain nombre de pays et elle a montré ses limites. Le repli sur soi en matière économique, dans le contexte de mondialisation où nous sommes, ne marche pas.

M. Alexis Corbière. C'est une blague ?

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. Pour se préparer à affronter l'avenir, nos entreprises doivent croître à l'international. Nous devons donc croire à l'international et ne pas en avoir peur de façon systématique. Nous devons construire des partenariats avec les leaders de chaque secteur, car il faut des champions européens capables d'affronter la concurrence mondiale.

Je crois, monsieur Roussel, que vous commettez une erreur, quand vous laissez croire que le dossier GE Hydro est lié à celui d'Alstom-Siemens...

Mme Delphine Batho. C'est le cas !

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. ...et quand vous laissez penser que l'État occupe un strapontin dans une entreprise qui serait en mesure de conditionner la réalité industrielle. Il est important de faire confiance à nos deux géants européens, lesquels ne sont néanmoins que des nains par rapport au groupe chinois CRRC, qui réalise, à lui tout seul, le chiffre d'affaires cumulé de Siemens, Alstom et Bombardier. Telle est la réalité économique. Nous pouvons penser, comme vous, que le repli sur soi fait une politique...

M. Jean-Paul Lecoq. Ce n'est pas ce que nous disons !

M. Christophe Castaner, secrétaire d'État. ...et que nous protégerons nos entreprises en fermant nos frontières, mais il est clair que ce n'est pas le cas. Il nous faut au contraire favoriser des synergies européennes pour construire ensemble ce grand assemblage ferroviaire dont nous avons besoin au niveau européen pour préserver nos emplois en France. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 164

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 octobre 2017](#)